



Jean-François Limantour

President of Evalliance

206 articles

La désertification industrielle française !

Publié le 27 septembre 2022



Vers une France sans usines ?

J'ai dévoré « La désindustrialisation de la France – 1995-2015 » de Nicolas Dufourcq, publié cet été aux éditions Odile Jacob.

Les ouvrages qui traitent d'économie sont souvent ennuyeux, pédants, pleins de poncifs. Ce n'est pas le cas du livre de Nicolas Dufourcq dont l'écriture lumineuse et l'intelligence d'un propos très documenté et convaincant, appuyé par de nombreux témoignages d'entrepreneurs, d'hommes politiques, de syndicalistes, d'économistes, de banquiers et de fonctionnaires, constitue une analyse remarquable des causes de l'effondrement brutal de pans entiers de l'industrie française entre 1995 et 2015.

Au cours de cette période, la France a perdu près de la moitié de ses usines et un tiers de son emploi industriel. Les causes de ce désastre sont multiples : rigidification du droit du travail, faiblesse des investissements d'avenir, choc du Marché unique de 92 puis de la mondialisation, mauvaises orientations stratégiques, etc.

L'auteur pointe aussi le matraquage fiscal des entreprises et le « French industry bashing ».

1. Entravées dans leur fonctionnement par des réglementations tatillonnes et des montagnes de normes, les sociétés industrielles furent durant toute cette période, et déjà dans les années Mitterrand, la vache à lait d'un système de protection sociale « à la française » plombant durement leur compétitivité. A cet égard, Bercy et les pouvoirs publics ont fait preuve d'une formidable ingéniosité pour pomper les ressources des entreprises...et ainsi décourager l'entrepreneuriat. Personne n'ignore les conséquences catastrophiques de l'instauration de l'impôt de production ou des 35 heures payées 40.

2. Depuis des décennies et malgré les efforts louables des organisations professionnelles, la France demeure le pays de « l'industrie bashing » ; au fil des ans, son image s'est considérablement dégradée, avec la complicité de médias. Champ clos de la lutte des classes pour certains syndicats et une partie de la gauche (« Travailleurs, travailleuses, unissons-nous contre les patrons qui nous exploitent ! »), les entreprises n'étaient plus aimées des Français. L'avenir était aux cols blancs et aux services, pas à l'industrie et aux cols bleus ! Résultat, les investisseurs individuels ont été de moins en moins nombreux à engager leurs propres ressources dans l'industrie et les jeunes diplômés sont partis voir ailleurs.

Livre remarquable donc pour la qualité des analyses et la force des témoignages ; mais un regret et une interrogation.

Le regret qu'aucun témoignage ne soit dédié aux industries de main d'œuvre telles que l'habillement ou la filière cuir-chaussure. Elles ont pourtant payé un lourd tribut à la mondialisation dans l'indifférence presque totale des pouvoirs publics. Pour mémoire, l'industrie française de l'habillement comptait 385.000 salariés au milieu des années 70. Elle en compte aujourd'hui 26.000 ! On aurait ainsi pu utilement mettre en exergue la corrélation étroite entre la montée en puissance de la grande distribution et le processus de désindustrialisation ou le terrible impact sur ces industries traditionnelles de l'ouverture totale des frontières européennes aux producteurs asiatiques en 2005, puis de l'octroi de régimes douaniers super-préférentiels à des pays comme le Myanmar, le Bangladesh ou le Cambodge pour les encourager à exporter encore plus vers l'UE ; avec pour conséquence d'inciter nos entreprises à se délocaliser ou les condamner à disparaître.

Une interrogation : Le marché du travail en France est en relative bonne santé ; le taux de chômage est au plus bas depuis 2008 et des centaines de milliers d'emplois sont à pourvoir.

Hormis les secteurs stratégiques (pharmacie, semi-conducteurs, aéronautique, digital, robotique, mécanique,...) qui doivent bien sûr être consolidés et développés, devons-nous avoir la nostalgie des cheminées d'usines des années 50-80 et investir dans des activités traditionnelles de production, alliant travail à la chaîne et bas salaires ? Ou plutôt nous tourner résolument vers des activités à forte valeur ajoutée du secteur tertiaire, créer des licornes, investir à fond dans les start-ups ?

J'avais été offusqué par une déclaration de Pascal Lamy, alors Commissaire européen au Commerce, affichant sa conviction que « l'avenir de l'Europe n'est pas de fabriquer des T-shirts mais de vendre des Airbus ». Mais avec le recul, je pense qu'il avait raison. Avec un smic à 1720 dollars contre 86 dollars au Bangladesh, une industrie française traditionnelle de main d'œuvre, produisant en France, peut-elle être compétitive sur les marchés mondiaux ? Ce qui ne signifie pas de prôner une France « Fabless » et d'abandonner les industries de main d'œuvre ; mais tout au contraire les recentrer sur la création et l'innovation dans une démarche 4.0 fondée sur l'Intelligence Artificielle.

Espérons que Nicolas Dufourcq publiera une suite à son excellent premier ouvrage. Car ce qui nous intéresse au premier chef est moins de savoir pourquoi on en est arrivé là que de découvrir des

propositions stratégiques pour une nouvelle économie française, puissante et compétitive,
écoresponsable, créatrice de richesses et porteuse d'avenir !

Jean-François Limantour

Président d'Evalliance- Délégué général de 1976 à 1995 de l'Union française puis européenne des
industries de l'habillement.